

Unité bidépartementale Eure - Orne  
Cité administrative  
Place Bonet  
CS 40020  
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 16/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Entreposage de déchets "PRS" – site de Mortagne-au-Perche (61)**

Société ERASTEEL

1 place Martenot

**03600 COMMENTRY**

Références : 61-2023-141-CH

Code AIOT : 0005306067

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 sur l'entreposage de déchets implanté Zone Industrielle de la Grippe 61400 Mortagne-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courrier du 1er décembre 2022, la DREAL Normandie signifiait à la société ERASTEEL :

- que les résidus entreposés sur le site de Mortagne-au-Perche (et un autre site situé à Boitron), désignés par le sigle PSR, avaient le statut de déchets ;
- que, considérant la liquidation judiciaire impécunieuse de la société COFINEX, conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement, il incombe à la société ERASTEEL, producteur du déchet, de faire procéder à leur valorisation ou leur élimination finale dans une autre installation.

Par courrier du 16 décembre 2022, la société ERASTEEL a indiqué à la DREAL Normandie qu'elle

lançait des opérations d'évacuation des déchets vers une installations de stockage de déchets dangereux (Séché environnement), tout en indiquant que les délais techniques pour cette opération seraient supérieurs à un mois. Selon des points d'étape transmis par la société ERASTEEL (22/12/2022, 24/01/2023, 06/04/2023 et 19/07/2023), 855t tonnes de déchets « PSR » ont été évacués du site de Mortagne-au-Perche, il ne resterait plus que 1 à deux bennes vrac à évacuer sur le site. Suite à des difficultés sur la filière de stockage de Séché environnement, la société ERASTEEL a indiqué être actuellement en recherche d'une nouvelle filière, sans engagement sur les nouveaux délais.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- entreposage de déchets PSR de la société ERASTEEL ( site "Cofinex Mortagne")
- Zone Industrielle de la Grippe 61400 Mortagne-au-Perche
- Code AIOT : 0005306067
- Régime : Site "déchets"

Le site est une plateforme d'entreposage de déchets "PSR", d'une surface totale d'environ 3800 m<sup>2</sup>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Etat des entreposages de déchets "PSR"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7, L.171-8 ou L.541-3 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7, L.171-8 ou L.541-3 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 21/09/2000, article L.541-2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets "PSR" entreposés en vrac dans une case béton d'environ 20 m<sup>2</sup> devront être protégés du lessivage par les eaux météoritiques dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/09/2000, article L.541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets de PSR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> L'inspection inopinée du 09/08/2023 a été réalisée depuis la voie publique, en l'absence de personnel sur le site. Le site est clôturé et un panneau « accès interdit au public » est présent sur le portail fermé par un cadenas. Selon les constats visuels, les big-bags observés en octobre 2022 ont bien été évacués, à l'exception d'une dizaine de big-bags et d'une case d'une surface d'environ 20m <sup>2</sup> , qui n'est plus recouverte par une bâche. Ces déchets devront être évacués vers une installation dûment autorisée pour leur prise en charge.  Il apparaît que les conditions d'entreposage des déchets "PSR" dans une case de 20 m <sup>2</sup> non-couverte ne permettent pas d'assurer un isolement entre les sels PRS entreposés et les eaux de ruissellement. Cette situation ne respecte pas les prescriptions de l'article L.541-1-II 3° du code de l'environnement, selon lequel " la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours